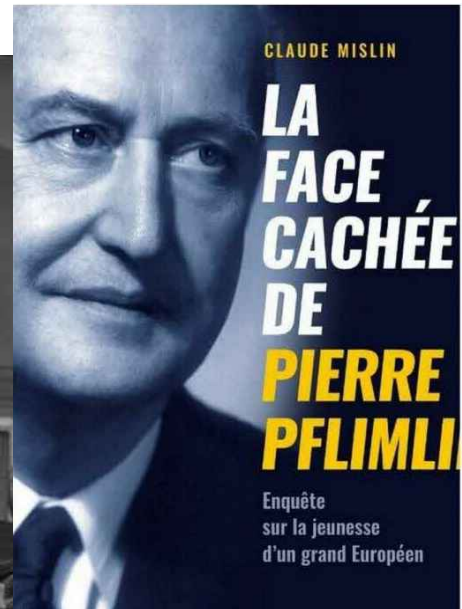


## Politique Révélations sur la part d'ombre de Pierre Pflimlin

Dans un ouvrage à paraître ce 8 octobre, l'ancien journaliste Claude Mislin jette une lumière inédite sur les débuts politiques de Pierre Pflimlin : militant d'extrême droite frayant avec des antisémites acharnés dans les années 1930, puis propagandiste et magistrat sous Vichy.

Par Emmanuel DELAHAYE, DNA, 6 oct. 2021



Pierre Pflimlin a été élu député MRP du Bas-Rhin en 1945. Il sera par la suite plusieurs fois ministre, à l'Agriculture, à l'Outre-mer, aux Finances..., jusqu'à devenir l'ultime président du conseil de la IVe République, le 14 mai 1958. Archives DNA

Le livre que Claude Mislin publie ce vendredi 8 octobre aux éditions La Nuée bleue fera date. Huit décennies après le début de la Seconde Guerre mondiale, il est plus que temps d'en affronter les recoins encore obscurs, sans acrimonie ni complaisance, mais avec le seul souci des faits. Voilà précisément à quoi l'ancien journaliste à L'Alsace et aux DNA s'applique, sans pour autant se prétendre historien, à l'égard d'une des plus grandes figures alsaciennes - si ce n'est la plus grande - de la vie politique française d'après-guerre : Pierre Pflimlin. « C'est tout sauf un règlement de comptes »

Pourquoi lui plus qu'un autre ? Claude Mislin attendait la question : « C'est tout sauf un règlement de comptes à son égard. Au départ, je le connaissais comme tout le monde, j'en faisais un peu un mythe de la politique alsacienne : l'Européen, le démocrate chrétien, quelqu'un de tout à fait honorable... » Au fil d'une enquête au long cours, dont il a eu l'idée fortuite alors qu'il n'était encore qu'étudiant à Sciences Po Strasbourg, au début des années 1980, il va de surprise en surprise.

Que Pierre Pflimlin, jeune avocat de bonne famille, ait été séduit au cours des années 1920 par Charles Maurras et l'Action française, voilà qui est banal : il était de son temps et de son milieu. L'une des découvertes révélées par l'ouvrage, c'est qu'il est allé bien plus loin, jusqu'à devenir, au début des années 1930, l'un des principaux animateurs alsaciens de la ligue d'extrême droite Jeunesses patriotes.

# La part aveugle de l'Alsace



Claude Mislin et son chien Raoul, ce lundi, à son domicile strasbourgeois. Photo L'Alsace /Jean-Marc LOOS

## **Compagnon de route des pires antisémites de l'époque**

Deux de ses principaux compagnons de route sont alors le leader sundgauvien du Bauernbund, Joseph Bilger, que l'historien Pascal Ory qualifie éloquemment de « petit Führer paysan alsacien », et Erwin Reifenrath, chef régional de la ligue fascisante Solidarité française. Ce sont deux antisémites notoires avec lesquels Pflimlin tente de fédérer plusieurs ligues d'extrême droite, peu avant le 6 février 1934, sous une bannière commune, « Force nouvelle ».

Pierre Pflimlin s'est-il lui-même rendu coupable d'antisémitisme ? « Il a pris position une ou deux fois pour assurer que non », indique Claude Mislin. « Mais comment peut-on dire qu'on ne l'est pas quand on fréquente les pires antisémites alsaciens de l'époque ? Voilà la question qui peut être posée. De la même façon, il ne suffit pas de dire qu'on a bénéficié d'un écrit de la Résistance, assurant qu'on s'est bien comporté durant la guerre, sans jamais produire le document en question.

## **« Ses jugements sont plutôt laxistes, mais il n'en condamne pas moins des juifs »**

Claude Mislin fait ici allusion à un autre pan souvent vite « évacué » dans la biographie de Pierre Pflimlin : son arrivée à Vichy, dès fin 1940, soit quelques mois seulement après sa libération comme prisonnier de guerre. Le choix de la Résistance, semble-t-il, ne l'a pas effleuré. Tout d'abord affecté à un service de propagande à destination de la jeunesse, « on sent dans certains courriers qu'il s'y sent vite mal à l'aise à l'égard des plus durs du régime », détaille Claude Mislin.

À l'automne 1941, il obtient d'être nommé juge d'instruction à Thonon-les-Bains. Problème : devenir magistrat suppose de prêter serment à Pétain, mais « il faut qu'il nourrisse sa famille », se justifie-t-il alors auprès d'un proche. Corollaire terrible : l'obligation d'appliquer la législation antisémite de Vichy, en particulier à l'encontre des nombreux juifs arrêtés - géographie savoyarde oblige - alors qu'ils tentent de passer en Suisse. « Ses jugements sont plutôt laxistes », précise Claude Mislin, « mais il n'en condamne pas moins des juifs, en appliquant le droit antisémite de Vichy. »

Comble d'ironie et énigme toujours irrésolue, fin 1944, en pleine campagne de libération, Pierre Pflimlin est soudain bombardé commissaire du gouvernement provisoire à Metz afin d'y juger... les collaborateurs locaux. « Comment est-ce possible ? » s'étonne notre auteur. « Comment, sans apparemment avoir préalablement rendu des comptes ? Je me pose encore la question. Quant à la date exacte de son évolution politique vers la démocratie chrétienne, elle n'est pas très claire non plus. »

Le livre de Claude Mislin, on l'aura compris, a l'insigne mérite de lever enfin un gros coin de voile sur les aspects les moins glorieux du parcours politique de Pierre Pflimlin. La « statue du commandeur » est écornée, mais elle n'a pas livré tous ses secrets pour autant.

**LIRE** « *La face cachée de Pierre Pflimlin/Enquête sur la jeunesse d'une grande figure d'Alsace* », aux éditions La Nuée bleue, 22 euros. Sortie en librairie ce 8 octobre. Claude Mislin donnera une conférence le 16 octobre à 15 h, à la librairie Kléber à Strasbourg, qui sera retransmise en direct sur la page Facebook de la librairie.



#### Bio express

Pierre Pflimlin, né le 5 février 1907 à Roubaix, est mort le 27 juin 2000 à Strasbourg. Avocat de profession, il devient l'une des principales figures de la démocratie chrétienne après la Seconde Guerre mondiale. Élu député (MRP) du Bas-Rhin en 1945, il sera par la suite plusieurs fois ministre (à l'Agriculture, à l'Outre-mer, aux Finances...), jusqu'à devenir l'ultime président du conseil de la IV<sup>e</sup> République, le 14 mai 1958.

Face à l'intensité de la crise causée par la guerre d'Algérie, redoublée par le putsch d'Alger, il cède le pouvoir au général de Gaulle deux semaines plus tard. Il reste député, jusqu'en 1967, et devient, à partir de 1959, maire de Strasbourg, poste qu'il occupe jusqu'en 1983.

Nommé ministre d'État (en charge de la Coopération en avril 1962), il démissionne un mois plus tard pour s'opposer à la politique européenne du général de Gaulle, qu'il juge trop éloignée de ses propres convictions europhiles. Il exerce sa dernière fonction d'envergure en devenant président du Parlement européen, entre 1984 et 1987, année durant laquelle il met un terme à sa carrière politique.